



## **Panels de réflexion**

***Perspectives régionales de développement de l'Afrique de l'Ouest,  
Intégration régionale  
et  
Évolution du rôle de la CEDEAO***

Organisés par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest  
(CEDEAO) et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)  
à l'occasion du 30eme anniversaire de la CEDEAO

25 et 26 mai 2005  
Abuja, Nigeria

**Introduction aux travaux  
Normand Lauzon  
Directeur, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest**

Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO,  
Madame la Directrice de la Communication à la CEDEAO,  
Madame la Présidente du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest,  
Mesdames et Messieurs les membres des Panels de réflexion,  
Chers collègues et amis,

C'est pour moi un grand plaisir de me trouver parmi vous à cette importante rencontre sur *les perspectives régionales de développement de l'Afrique de l'Ouest, l'intégration régionale et l'évolution du rôle de la CEDEAO*, évènement organisé conjointement par la CEDEAO et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest à l'occasion de la célébration du 30<sup>ème</sup> Anniversaire de la CEDEAO.

Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue et de vous remercier très sincèrement d'avoir répondu favorablement à notre invitation de participer aux travaux des panels de réflexion sur ces sujets de grande importance pour l'Afrique de l'Ouest.

Aujourd'hui, je voudrais aborder les trois questions suivantes :

- 1. Pourquoi le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest accorde-t-il une haute priorité à une démarche rétrospective et prospective au niveau de la région dans son ensemble et de ses institutions régionales ?**
- 2. Quels devraient être les principaux objectifs de nos échanges et réflexions au cours des deux prochains jours et les résultats à atteindre ?**
- 3. Quel pourrait être le suivi de notre rencontre ?**

-----

## 1. Pourquoi accordons-nous une haute priorité à une démarche rétrospective et prospective ?

### Brève présentation du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest :

- Mme Thérèse Pujolle vient de vous faire une présentation du Club et de notre partenariat avec la CEDEAO. Je ne m'étendrai donc pas sur l'histoire du Club. Laissez-moi néanmoins vous rappeler quelques points essentiels : le Club a été créé en 1976 comme un forum de concertation et de plaidoyer en faveur d'un soutien accru et durable de la communauté internationale aux pays de la région, victime de la sécheresse. En 2001, pour tenir compte des interdépendances et des complémentarités entre les pays du Sahel et de la région, le conseil d'administration a décidé d'élargir son champ d'action à toute l'Afrique de l'Ouest. Le Club est ainsi devenu le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.
- Le Club travaille en réseau avec des acteurs ouest-africains, représentant les gouvernements, la société civile, le secteur privé, et les organismes de recherche et de développement. Il entretient des relations de proximité avec les partenaires au développement de l'Afrique de l'Ouest ainsi qu'avec les organisations internationales et régionales, comme le ROPPA, le CILSS, l'UEMOA et la CEDEAO, son principal partenaire au niveau de l'ensemble de la région.
- Rattaché administrativement à l'OCDE, le Club est animé par un Secrétariat composé d'une équipe technique restreinte d'une vingtaine de personnes que je dirige. Il fait approuver son Plan de travail par son organe de gouvernance, le Groupe d'orientation des politiques (GOP), l'équivalent d'un conseil d'administration constitué des représentants des pays contributeurs auquel sont associés des représentants des pays de la région et des principaux réseaux et institutions partenaires ouest-africains.
- En tant que facilitateur, animateur et pilote d'échanges ouverts et constructifs, le Club joue un rôle de passerelle et d'interface entre les acteurs de la région et ceux des pays de l'OCDE. Ses principaux objectifs sont :
  - Aider à identifier les questions stratégiques concernant le développement à moyen et long terme de l'Afrique de l'Ouest ;

- Contribuer à la mobilisation et au renforcement des capacités africaines dans le cadre d'une approche réseau ;
  - Soutenir des initiatives et les efforts africains en faveur du développement à moyen et long terme de la région ;
  - Faciliter les échanges entre les acteurs de la région et les pays de l'OCDE ;
  - Promouvoir des débats constructifs pouvant conduire à des décisions innovantes, à l'intérieur comme à l'extérieur de la région, pour construire un futur meilleur. Ces décisions concernent notamment le cadre des politiques ; les actions concrètes à réaliser sur le terrain ; la mobilisation et l'allocation des ressources ; et la mise en oeuvre de nouveaux partenariats porteurs de résultats immédiats et de promesses pour l'avenir.
- L'approche méthodologique du Club vise à appuyer les efforts entrepris par les Africains eux-mêmes. Elle est caractérisée par un processus itératif, consultatif et participatif. Elle s'inscrit dans une démarche multidimensionnelle :
- une démarche temporelle, qui privilégie l'approche « doni, doni » (donner du temps au temps),
  - une démarche spatiale, qui prend en compte la complémentarité entre le local, le national, le régional, le continental et l'international ;
  - une démarche de terrain qui est à l'écoute des attentes et des demandes exprimées par le terrain
  - une démarche scientifique et multidisciplinaire
  - une démarche en réseau
  - une démarche fondée sur le partenariat
- Le Secrétariat du Club concentre ses efforts sur quatre pôles d'intérêt pour la région elle-même et pour la communauté internationale :
- Perspectives de développement, à moyen et à long terme
  - Transformation de l'agriculture et Développement durable
  - Développement local et Processus d'intégration régionale
  - Gouvernance, Dynamiques des conflits, Paix et sécurité

- Ces pôles d'intérêt sont par ailleurs conformes aux préoccupations sur l'avenir de la région exprimées notamment dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), de la Vision de l'Union africaine et de l'accord de partenariat récemment conclu entre le Secrétariat du Club et le Secrétariat de la CEDEAO.

### **Priorité accordée par le Club à une démarche rétrospective et prospective**

- Je voudrais vous rappeler brièvement les raisons qui poussent le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest à accorder une telle priorité aux perspectives à moyen et à long terme de développement de la région :
  - Premièrement, les Africains eux-mêmes et leurs partenaires au développement sont preneurs. Ils ont exprimé à maintes reprises le regret que l'étude WALTPS<sup>1</sup> réalisée avec le concours du Secrétariat en 1995, n'ait pas été suivie sur une base régulière pour continuer à tirer les enseignements de la rétrospective et à jeter un regard prospectif sur l'avenir.
  - Deuxièmement, le cadre de coopération entre la CEDEAO et le SCSAO mis au point en octobre 2004 accorde une haute priorité à la mise en œuvre d'une démarche conjointe visant au développement d'une vision de l'Afrique de l'Ouest à moyen et à long terme.
  - Troisièmement, la poursuite par le Secrétariat d'une telle initiative est totalement en phase avec son rôle, notamment en ce qui concerne sa contribution à des réflexions, débats et prises de décisions sur l'avenir de la région.
  - Quatrièmement, cette initiative s'inscrit dans la continuité de la culture prospective du Secrétariat.
- Le Club a pour vocation de favoriser l'émergence de questions stratégiques d'intérêt pour la région elle-même et ses partenaires au développement. Il nous apparaît que l'une des questions centrales pour les prochaines années sera la suivante : « Où et comment vont vivre les quelque 430 millions d'habitants en Afrique de l'Ouest d'ici à l'horizon 2020 ? ».
- Le Club cherche également à promouvoir une lecture équilibrée des évolutions de l'Afrique de l'Ouest et à améliorer la compréhension et la confiance entre les divers partenaires

---

<sup>1</sup> West Africa Long-Term Perspective Study (Etude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest)

fondées notamment sur une meilleure connaissance de la région, en ayant toujours à l'esprit les cinq questions suivantes :

- D'où vient l'Afrique de l'Ouest ?
  - Où se situe-t-elle aujourd'hui ?
  - Quels sont les futurs souhaitables et possibles pour la région ?
  - Quels sont les nouveaux partenariats à instaurer pour un meilleur futur de la région ?
  - Quelle devrait être l'évolution du rôle de la CEDEAO dans le contexte régional, continental et mondial, et sa complémentarité avec les autres organisations régionales, continentales et internationales ?
- La couverture médiatique des événements en Afrique de l'Ouest projette souvent une vision pessimiste de la région. Cependant, les dynamiques de transformation observées dans la durée fournissent un éclairage singulièrement différent. Ainsi, au cours des vingt dernières années, la région a connu des transformations importantes sur les plans social, culturel, institutionnel et politique. Pour n'en citer que quelques une : nouveaux modes de gouvernance ; passage du monopartisme au multipartisme ; expansion du secteur informel générateur d'emplois ; ajustements macro-économiques et structurels ; libéralisation des économies ; changement dans la configuration et le rôle des médias ; émergence du rôle de la société civile dans ses organisations représentatives, professionnelles ou associatives ; évolution des droits de la femme et de sa représentativité dans la société ; créations culturelles ; prédominance des jeunes dans la société ; priorité accrue accordée au développement local et au processus d'intégration régionale ...
- Depuis trente ans, plusieurs organisations régionales comme l'UEMOA, la CEDEAO et le CILSS ou initiatives régionales (Gestion des ressources en eau des grands fleuves, NEPAD) ont vu le jour. Il est important aujourd'hui, alors que nous fêtons le 30<sup>e</sup> anniversaire de la CEDEAO de pouvoir jeter un regard sur toutes les avancées de la région et de la CEDEAO, et commencer à réfléchir à leur avenir.

- Arrêtons-nous un instant sur les dynamiques de transformation opérées ces quarante dernières années au niveau démographique, qui constituent l'un des plus grands défis pour l'Afrique de l'Ouest dans les prochaines décennies. Alors que la croissance démographique des quinze pays de la CEDEAO a été multipliée par plus de trois entre 1960 et 2005, sa population passant de 78 à 260 millions, les projections les plus basses indiquent que la région pourrait atteindre ou dépasser 400 millions d'habitants à l'horizon 2025/2030. Une tendance qui s'observe également au niveau de l'ensemble des pays couverts par le CSAO (Mauritanie, Tchad et Cameroun inclus) où la population de la région est passée de 85 millions en 1960 à 290 millions en 2003, et pourrait atteindre 430 millions à l'horizon 2025/2030.
- Cette croissance démographique s'est traduite par des pressions énormes sur les ressources naturelles ainsi que sur les investissements sociaux et économiques qui auraient été largement insuffisants, même en l'absence de cette augmentation rapide de la population. Celle-ci a, par ailleurs, impliqué plusieurs autres défis, notamment en termes de nécessité d'une croissance économique soutenue, de création d'emplois et de gestion des mouvements migratoires vers les villes, à la fois à l'intérieur de la région et en direction des pays développés. Actuellement, la proportion très importante des jeunes de moins de 20 ans (plus de 50% de la population) vient encore souligner l'importance de ces défis.
- Il n'est donc pas étonnant que l'ensemble des pays de l'espace CEDEAO ait connu au cours des quarante dernières années une dynamique d'urbanisation sans précédent : la population urbaine a ainsi été multipliée par neuf entre 1960 et 2002 passant en moyenne de 15 à 45 % de la population totale. Elle pourrait même atteindre 60% de la population à l'horizon d'une génération. Pour enregistrer une telle évolution, il avait fallu un siècle et demi à l'Europe de l'Ouest (de 12% en 1800 à 42% à la veille de la seconde Guerre mondiale). A titre d'exemple, la population de la ville de Nouakchott qui était de l'ordre de 40.000 habitants en 1973, atteint maintenant presque les 800.000. Cette importante transformation n'est pas sans présenter des difficultés d'adaptation notamment dans le cadre des relations entre les villes et le milieu rural, de l'aménagement du territoire, de l'allocation des ressources humaines et budgétaires, de la modernisation des économies, de la modification du tissu culturel et social des diverses sociétés et enfin, de l'interdépendance et de la complémentarité des niveaux local, national, régional et international.

- Il ne s'agit donc pas de dire que « tout va bien » mais plutôt de reconnaître les efforts considérables consentis par les Africains de l'Ouest avec l'appui de leurs partenaires au développement. Ces évolutions n'ont certes pas été linéaires. Elles ont été entravées notamment par des problèmes de gouvernance, de sécurité humaine, de stratégies et de politiques nationales et internationales ; l'apparition de nouvelles pandémies ; l'inadéquation des systèmes de formation ; la faiblesse du secteur privé local ; les tensions et les conflits résultant très souvent des transformations rapides des sociétés et de l'environnement dans lequel celles-ci évoluent.
  
- Comme nous vous l'avons indiqué dans les Termes de référence de ce panel, le processus de réflexion sur les Perspectives régionales de développement de l'Afrique de l'Ouest que nous allons lancer ces deux prochains jours, s'inscrit parfaitement dans le cadre des préoccupations du Club et de la CEDEAO. L'objectif n'est pas de réécrire l'histoire. Toute une littérature y a déjà été consacrée; (c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons préparé un recensement non exhaustif des études réalisées sur le sujet qui nous préoccupe aujourd'hui et dont vous trouverez une synthèse dans le document que nous vous avons remis.) Il s'agit bien de dégager les tendances lourdes qui caractérisent la région.
  
- Quant à la démarche prospective de ce panel, d'aucuns pourraient se demander pourquoi s'intéresser à l'avenir de la région ou la CEDEAO à l'horizon 2020 alors que la région fait face à des besoins urgents en matière de sécurité, de pauvreté... Il ne s'agit pas pour nous d'occulter cette réalité, mais de dépasser l'immédiateté pour contribuer à la construction de l'avenir. Pour autant, la prospective n'a pas pour objectif de prédire l'avenir. Sa fonction est de faire émerger une ou des visions de futurs souhaitables. Elle doit pouvoir aider à identifier les dynamiques de transformation – existantes et possibles – qui peuvent servir de leviers à la réalisation de ces futurs. Elle doit aussi mettre en évidence les défis et les risques de parcours afin de mieux les surmonter. C'est donc un outil précieux d'aide à la décision et à l'action stratégiques y compris dans le cadre de l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire.

-----

## 2. Quels devraient être les principaux objectifs de nos échanges et réflexions au cours des deux prochains jours et les résultats à atteindre ?

- Pour nous permettre d'avancer dans notre démarche rétrospective et prospective au niveau de la région dans son ensemble et de la CEDEAO, nous sommes convenus avec la CEDEAO de réaliser un certain nombre d'initiatives susceptibles de permettre d'approfondir les réflexions déjà menées sur la région et la CEDEAO et d'identifier des questions et des thèmes clés sur lesquels pourraient porter la réflexion et l'action au cours des prochaines années :
  - Nous avons produit un document de travail mis à votre disposition sur le recensement d'environ 150 études rétrospectives et prospectives d'intérêt pour l'Afrique de l'Ouest. Cet inventaire avait pour objectif de recenser les dynamiques de transformation, les défis, les risques, les tendances lourdes et les visions stratégiques retenues dans ces études susceptibles d'éclairer les échanges sur l'avenir de la région. Ma collègue Dominique Bangoura en fera une brève présentation cet après-midi.
  - Nous avons réalisé conjointement avec la CEDEAO un Atlas régional des transports et des télécommunications dans l'espace CEDEAO également mis à votre disposition. Nous réaliserons au cours des 18 prochains mois un Atlas général sur l'intégration régionale. Comme nous le savons tous, le processus d'intégration régionale est plus que jamais au cœur de l'agenda politique et économique africain.

L'Union africaine en a fait le pivot de sa vision de l'avenir. En Afrique de l'Ouest, la CEDEAO a, au-delà de son mandat original, été chargée de la mise en oeuvre régionale du NEPAD et de l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Les responsables de la mise en oeuvre de cet agenda ont exprimé une demande forte d'outils d'analyse et de décision à l'échelle régionale permettant d'appréhender les enjeux qui, à l'évidence, transcendent les frontières nationales : peuplement, mouvement migratoire, aménagement du territoire, ressources naturelles, transports et communication, diversités linguistiques et ethniques.

A l'intérieur de cet espace, une gestion concertée plus efficace donc moins coûteuse des dynamiques de peuplement, des ressources en eau, des systèmes de transport, de la lutte contre

les pandémies, de l'élevage, etc., passe par le niveau régional. Des efforts importants sont consentis dans cette direction, notamment dans le cadre de la CEDEAO ; mais il reste à faire un travail synthétique décrivant les grandes questions régionales de développement et montrant les interactions et interdépendances entre ces enjeux (par exemple : « zones de peuplement et transport », « bassins agricoles et migrations », « ressources naturelles et conflits »). C'est l'objectif visé par la production de cet Atlas régional. Mon collègue Laurent Bossard vous en fera un bref exposé cet après-midi.

- Enfin, avec la CEDEAO, nous avons organisé la présente rencontre.

### **Les principaux objectifs de cette rencontre**

Comme indiqué dans la lettre d'invitation qui vous a été conjointement adressée par le Secrétaire exécutif de la CEDEAO, Dr. Mohammed Ibn Chambas et moi-même, l'objectif de cette rencontre n'est pas de définir des scénarii sur l'évolution de la région et de la CEDEAO. Il s'agit plutôt de contribuer à un processus plus large de réflexion et de décision en permettant des échanges ouverts, informels et directs avec vous en tant que membres actifs et représentatifs de la société ouest-africaine, à partir de votre vécu dans vos milieux respectifs. Ces échanges pourront notamment porter sur :

- votre lecture de la région et du rôle de la CEDEAO ;
- votre vision à moyen et à long terme de la région et de la CEDEAO ; et
- votre identification des questions stratégiques prioritaires à approfondir et à débattre au cours des prochains mois, voire des prochaines années, relatives aux futurs souhaitables et possibles de la région et à l'évolution du rôle et du positionnement de la CEDEAO.

### **Les principaux résultats attendus**

- En vous invitant à participer à cette rencontre, nous souhaitons vivement atteindre au minimum les deux principaux résultats suivants :
  - contribution à l'approfondissement de la connaissance de la région et de la CEDEAO ; et
  - identification des axes de réflexion et d'action stratégiques – pour les prochains mois et les prochaines années - susceptibles de répondre aux attentes des populations de la région par rapport à leur mieux être et leur mieux vivre dans l'immédiat ainsi qu'à celles des générations futures.

- Les dynamiques de transformation observées en Afrique de l'Ouest, les défis qu'elle a dus et doit encore relever de même que les risques et les tendances lourdes susceptibles d'affecter son parcours vers un meilleur futur, peuvent être regroupés à titre indicatif, sous un certain nombre de thèmes :
  - Aspects démographiques et de peuplement: les flux migratoires, la prédominance des jeunes dans la société, la dynamique de la croissance urbaine, le choc démographique, le rééquilibrage des espaces de peuplement, les enjeux sur la santé, le système éducatif et la sécurité alimentaire, la gestion des pandémies...
  - Aspects sociopolitiques, institutionnels et géopolitiques : le processus de démocratisation, la gestion des crises et des conflits, les nouveaux modes de gouvernance, l'émergence des partis politiques et de la société civile, la sécurité humaine, les nouveaux équilibres mondiaux, le renforcement des institutions régionales...
  - Aspects socio-économiques : les ajustements macro-économiques et structurels, la libéralisation des économies, la croissance économique, la lutte contre la pauvreté, la réalisation des Objectifs du Millénaire, le rôle du secteur privé, le développement du secteur informel et de la micro-finance, l'accès aux marchés mondiaux, les filières agricoles et leurs débouchés, la régionalisation des marchés, l'insuffisance des infrastructures socio-économiques, le fardeau de la dette, l'impact de l'aide publique au développement, la faiblesse des investissements directs étrangers...
  - Aspects socioculturels: l'évolution des droits de la femme et de sa représentativité dans la société, l'accès à l'information, le changement de configuration et le rôle des médias, les nouvelles technologies de l'information, la création artistique, les intellectuels africains, l'identité culturelle, l'unité dans la diversité ou la diversité sans l'unité...
  
- Au cours de nos échanges et dans les prochaines étapes de suivi de cette rencontre, il conviendra d'éviter un certain nombre d'écueils observés dans la pratique des travaux de rétrospective et de prospective. Je me limiterai à en mentionner quelques-uns :
  - Il faudrait éviter de donner l'impression que les réflexions stratégiques sur le moyen et le long terme sont inutiles dans un contexte où des actions immédiates sont indispensables pour lutter contre la

pauvreté, atteindre les objectifs du millénaire, faire face aux conflits et aux crises de toutes sortes. Il faut se rappeler que la réflexion stratégique sur le moyen et le long terme n'a pas pour objet de retarder les prises de décisions et l'action concrète sur le terrain mais plutôt d'anticiper ce qui doit être fait compte tenu des changements en cours et prévisibles à l'échelle locale, nationale, régionale, continentale et internationale.

- Il faudrait éviter de sous-estimer la complémentarité et l'interdépendance qui existent entre les différents niveaux (local, national, régional, continental et mondial) de construction de l'espace régional ouest-africain.
  - Il faudrait éviter de développer des visions qui restent au niveau des grands principes et ne soient pas ancrées dans la réalité quotidienne des populations ouest-africaines.
  - Il faudrait éviter de considérer que la gestion dans l'urgence et le court terme – bien qu'indispensable et nécessaire – soit suffisante pour réduire l'écart entre les futurs souhaitables et possibles.
  - Il faudrait éviter d'aborder simultanément toutes les dimensions des futurs souhaitables et possibles. Il convient en effet d'identifier des questions clés à analyser et à débattre pour mobiliser l'ensemble des acteurs concernés dans des processus de décision et d'action au bénéfice du plus grand nombre.
  - Il faudrait éviter de confondre l'inévitable et l'aléatoire. Ces deux types de situation feront appel à des processus différents de décision et d'action.
  - Il faudrait éviter de faire des projections et des rêves sur le futur sans se référer à la spécificité de l'objet sur lequel porte la réflexion stratégique.
  - Il faudrait éviter de penser qu'un consensus facile sera obtenu sur les futurs souhaitables et possibles de la région. Un processus de consultation de tous les partenaires au développement et de négociation pouvant conduire à des décisions pragmatiques tournées vers l'action est toujours nécessaire.
  - Il faudrait éviter de penser qu'une seule rencontre va tout régler. En effet, il y a lieu de définir quelques pistes d'une stratégie permettant de conduire à la décision et à l'action en identifiant les questions clés à traiter ; les décideurs, les acteurs et les partenaires concernés ; le temps requis pour arriver à des actions concrètes sur le terrain ; le processus d'information et de sensibilisation.
- Au niveau des ateliers qui se tiendront cet après-midi et demain, nous aurons l'occasion de revenir sur la méthodologie à suivre de manière à ne pas perdre de vue les objectifs de nos travaux.

- Bref, nos échanges devraient nous permettre d'appuyer un processus de réflexion et d'action par rapport à des questions clés relatives au développement à moyen et long terme de la région et de la CEDEAO, processus qui puisse permettre de transformer l'information en vision, la vision en action, le souhaitable en possible en vue d'un mieux être et d'une meilleure sécurité pour tous.
- Pour chacun des principaux aspects du développement de la région que je viens de brosser très brièvement, il existe des questions incontournables qui auront un impact déterminant sur les futurs souhaitables et possibles de la région et de la CEDEAO. A titre d'exemple, je me permettrai d'en suggérer quelques-unes que j'ai regroupées sous ces différents aspects. Je voudrais souligner que ces aspects ne sont pas limitatifs et ne doivent pas être perçus comme un cadre rigide pour nos échanges. Par ailleurs, je réalise pleinement que les questions que je soulève à titre d'exemple, sont déjà nombreuses pour être toutes abordées au cours de ces travaux et qu'il y a encore beaucoup d'autres questions que vous allez soulever et que nous essayerons d'aborder.
  - Concernant les aspects démographiques et de peuplement, comme je l'ai dit plus tôt, nous nous posons la question centrale du : où et comment vont vivre les quelque 430 millions de personnes dans l'espace géographique couvert par le Club à l'horizon 2020 ? Quels seront les futurs possibles et souhaitables pour les jeunes qui constitueront alors plus de 55% de la population ? Qu'advient-il des mouvements migratoires ? Quel sera l'impact de cet accroissement démographique sur la pauvreté dans toute la région, la sécurité alimentaire, les systèmes éducatifs et de santé, l'habitat et l'emploi ?
  - Concernant les aspects sociopolitiques, institutionnels et géopolitiques ; les questions incontournables sont également nombreuses. Quels modes de gouvernance ? Quel devrait être le rôle des partis politiques, de la société civile et des médias ? Les transitions politiques et la relève par les jeunes et de nouvelles formations politiques ? Les dynamiques de crises et de conflits : comment les gérer ? Comment améliorer la sécurité humaine ? Le positionnement de l'Afrique par rapport au reste du monde, un monde en changement et en rapide évolution notamment avec l'émergence de la Chine comme partenaire important pour l'Afrique ? L'évolution du rôle des institutions régionales, des groupements professionnels, des associations paysannes, des groupements de femmes , des mouvements de jeunesse ? Le rôle des partenaires au développement ?

- Concernant les aspects socio-économiques, on peut se demander quels investissements, où, pour qui et par qui ? Quel genre d'aménagement du territoire sera nécessaire et quelles seront les futures relations villes-campagnes. Quelle partie de l'augmentation de la population pourra absorber le secteur rural ? Sinon, où ira la population et pour faire quoi ? Comment améliorer la gestion des ressources naturelles et des biens publics régionaux au bénéfice du plus grand nombre ? Quel est le rôle respectif de l'Etat –niveau local et national - et du secteur privé ? Est-ce que l'environnement des politiques et pratiques commerciales internationales sera favorable ? Que faire à cet égard ? Quel est l'intérêt pour l'Afrique de l'Ouest de développer une vision régionale et continentale ? Comment traduire cette vision en réalité ? Quelles institutions sont nécessaires et pour quoi faire ? Quels sont les grands chantiers à mettre en place et à quel niveau : local, national, régional et continental ?
- Concernant les aspects socio-culturels, ici également un grand nombre de questions se posent. Des questions relatives à l'identité ; à la construction de l'unité sociétale dans le respect de la diversité ; à la transformation d'une culture rurale en une culture davantage urbaine ; au passage d'une culture de consensus dans la continuité et la durée à une culture d'alternance ; à l'évolution du rôle des femmes et à la place des jeunes dans les sociétés ; à l'information, la communication et la création artistique.

-----

### 3. Quel pourrait être le suivi de notre rencontre ?

- Bien sûr, toutes ces questions et bien d'autres encore ne pourront pas être abordées de manière détaillée au cours de nos deux jours de rencontre. Il nous faudra donc être stratégiques, pragmatiques et concrets dans la sélection des questions clés d'intérêt pour le futur de la région, questions qui devront faire l'objet d'un approfondissement, de concertation, de négociation, de décisions et d'actions concrètes sur le terrain, selon un calendrier à envisager et des modalités à définir.

Ainsi dans nos échanges, il sera nécessaire de retenir les principales caractéristiques suivantes de notre démarche :

- Notre démarche est ancrée dans une connaissance rétrospective de la région.

- Celle-ci concerne la mise en débat informé sur certains aspects stratégiques des futurs souhaitables et possibles de la région conduisant à des prises de décisions.
- Cette démarche vise à montrer comment la construction d'un espace régional ouest-africain peut contribuer à la réalisation des futurs souhaitables pour la région dans l'immédiat certes, mais également dans le moyen et le long terme. Cette démarche se fonde sur l'idée que les différentes constructions au niveau local, national, régional et continental sont interdépendantes et complémentaires.
- Elle vise également à identifier quelle devrait être l'évolution du rôle de la CEDEAO dans le contexte régional, continental et mondial, et sa complémentarité avec les autres organisations régionales, continentales et internationales.

Cela m'amène à vous livrer quelques réflexions sur l'intégration régionale et à l'évolution du rôle de la CEDEAO :

- Aussi spécifique soit-elle, une problématique doit être « située », du point de vue géographique et historique. Ce cadrage est particulièrement important lorsqu'on travaille sur le processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest dont l'analyse *a-spatiale* et *a-temporelle* débouche systématiquement sur un diagnostic peu réjouissant d'immobilisme, voire d'échec. A contrario, en resituant ce processus dans son espace et dans le temps, les conclusions sont davantage positives et motivantes, donnant un sens aux efforts entrepris à tous les niveaux pour construire l'intégration régionale ouest-africaine.

#### Concernant l'intégration régionale :

- En 1970, alors que l'Afrique de l'Ouest comptait 90 millions d'habitants dont 80% de ruraux essentiellement tournés vers l'autoconsommation, aucune dynamique réelle de marché ne pouvait soutenir un projet régional d'intégration. C'est pourtant dans ce contexte peu favorable à l'intégration qu'ont été créées, au milieu des années 70, les communautés économiques régionales au premier rang desquelles la CEDEAO.
- Quelque 30 années plus tard, la situation s'est transformée considérablement. L'Afrique de l'Ouest est sur le point d'atteindre les 300 millions d'habitants. Les espaces économiques se connectent entre eux, au-delà des frontières. La demande urbaine est infiniment plus importante puisque la population

régionale est sur le point d'atteindre et de dépasser les 50% d'urbains. Les conditions démographiques et économiques de la création d'un marché régional sont enfin existantes.

Concernant l'évolution du rôle de la CEDEAO :

- Depuis sa création en 1975, son mandat a beaucoup évolué. Créée à la base pour favoriser l'intégration régionale, la CEDEAO a été au cours de la dernière décennie davantage sollicitée comme instrument de gestion politique dans la région. Ce fut le cas notamment au Sierra Leone et au Libéria, et plus récemment en Côte d'Ivoire et au Togo. Ce qui a conduit à l'extension de son mandat par les Etats membres à deux reprises : en 1999 à travers la Protocole relatif à un Mécanisme de prévention, de gestion et de résolution des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité ; et en 2001, à travers le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance, qui reste encore à ratifier par plusieurs Etats membres. Ce dernier protocole prend en compte un large ensemble de questions de société : suivi des élections ; réduction de la pauvreté ; libre circulation des biens et des personnes ; promotion du dialogue social ; éducation, culture et religion ; droits de l'homme ; femmes, enfants et jeunes.
  
- Si la gestion des conflits et des crises mobilise une part importante des énergies de la CEDEAO, les pays de la région ont plus que jamais besoin d'une structure économique régionale pour les soutenir dans leur lutte contre la pauvreté dans un contexte de mondialisation de l'économie et d'ouverture des marchés où seuls les grands blocs économiques peuvent rivaliser sur un marché mondial devenu très compétitif. Le rôle de la CEDEAO en tant que structure régionale complémentaire des niveaux local et national devient alors incontournable pour le développement économique et politique de l'Afrique de l'Ouest dans les décennies à venir.

Pour conclure, je voudrais vous informer que nous envisageons la production d'un document de synthèse à l'issue de cette première rencontre, que la CEDEAO pourrait soumettre à ses instances décisionnelles, et notamment à l'occasion de son prochain Sommet des Chefs d'Etat. Par ailleurs, à compter de l'année 2006, nous envisageons la production conjointement par la CEDEAO et le CSAO d'un Rapport annuel sur l'Afrique de l'Ouest (état des lieux), et sur les visions exprimées par les Africains et leurs partenaires au développement, pour un meilleur futur. Quelques thèmes prioritaires pourraient être retenus chaque année. Ce Rapport permettrait de regrouper les résultats des analyses, consultations, débats, publications et décisions sur les futurs souhaitables et possibles pour la région. C'est dans cette perspective que nous

aurons à discuter au cours des prochains jours de l'évolution du rôle du Panel au cours de la prochaine année.

Je suis persuadé que nos travaux au cours des deux prochains jours contribueront de manière importante à faire avancer la réflexion et l'action sur les perspectives de développement à moyen et à long terme de la région, le processus d'intégration régionale et l'évolution du rôle de la CEDEAO.

Je vous remercie.

---